

René Lévesque: un homme

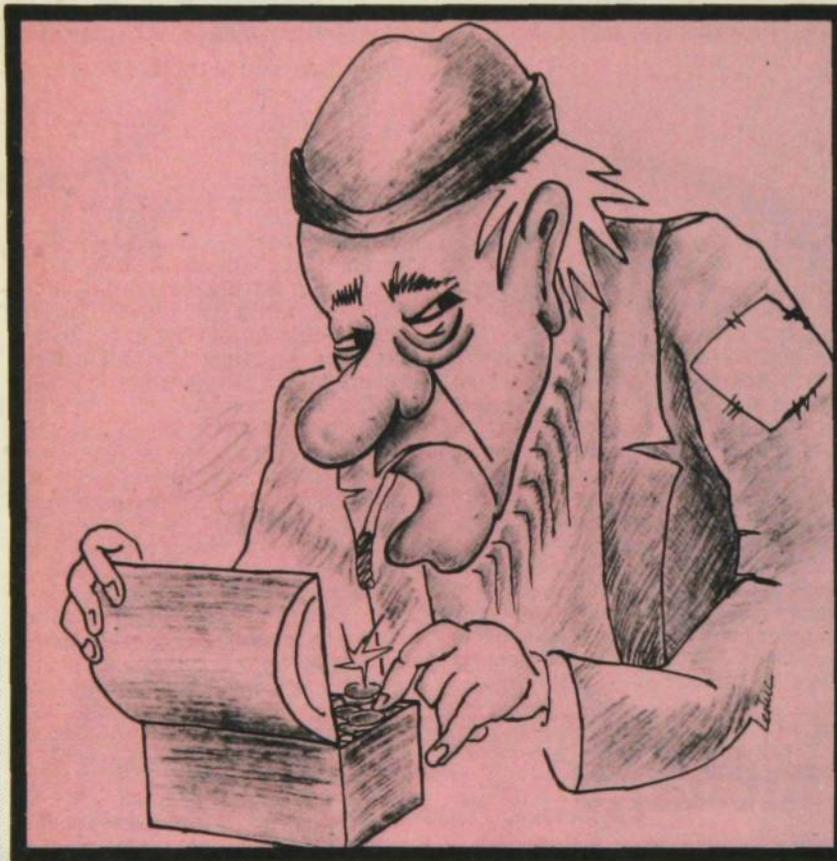


Illustration: Madeleine Leduc

Le gouvernement du Parti québécois a du plomb dans l'aile. Pas besoin d'être politicologue pour établir le diagnostic. Mais les causes? Usure normale ou précoce du pouvoir? Difficultés de gestion de la crise économique? Sans doute. Mais encore?

En fait, pour comprendre ce qui est arrivé à ce parti, il faut retourner en arrière et refaire l'itinéraire politique de son principal fondateur. Et cela, c'est s'attaquer à un mythe vivant. Un mythe bedonnant dans la soixantaine, qui s'appelle René Lévesque. Mais depuis 20 ans, notre destinée collective a été si inextricablement liée à la sienne qu'il devient impossible d'expliquer l'une sans l'autre.

L'homme qui se saoulait de son propre discours

En 1960, René Lévesque est entré en politique par la grande porte. Il arrivait auréolé de la notoriété acquise comme grand reporter d'abord, puis comme animateur-pédagogue-vedette de Point de mire. Vedette, oui. Jusqu'à la moelle des os. Il l'est resté. Individualiste forcené aussi, s'alimentant et se saoulant de son propre discours, pliant la réalité à ses propres exigences.

C'est en oeuvrant au sein du cabinet libéral Lesage, de 1960 à la défaite en

1966 du «gouvernement de la Révolution tranquille», d'abord comme ministre des Richesses naturelles, puis comme ministre des Affaires sociales, que Lévesque s'est acquis auprès du grand public une réputation de progressiste. voire de dangereux socialiste.

Avec le recul, les deux épithètes pâlisent singulièrement. On admet aujourd'hui que les révolutionnaires du cabinet Lesage étaient tout au plus des réformistes qui s'efforçaient de tirer le Québec de l'ornière dans laquelle les longues années de pouvoir duplessiste

l'avaient enfoncé. Mais les mesures mises de l'avant n'avaient de révolutionnaire que le contraste qu'elles offraient avec le conservatisme précédent.

«Il fallait vraiment des prouesses de l'imagination pour considérer cette prise en charge (la nationalisation du réseau hydro-électrique), comme une mesure révolutionnaire.»¹

Surtout quand on sait que l'Ontario voisin avait nationalisé son réseau 40 ans plus tôt, et que le Québec ne faisait que suivre le Manitoba, la Saskatchewan et même la créditiste Colombie-Britannique. Alors, que Lévesque ait été à l'avant-garde de son parti, c'est clair. Mais socialiste? Comme l'écrit encore Peter Desbarats, «aux yeux de plusieurs hommes d'affaires et professionnels anglophones du Québec, n'importe quel programme qui amplifiait le rôle du gouvernement, aux dépens de l'entreprise privée, était non seulement socialiste mais anti-anglais.»²

Lévesque n'a pas de vraie philosophie politique à proprement parler. Il s'affiche comme indépendantiste et comme partisan de l'utilisation de l'État comme levier de changement. Pour le reste, il s'est toujours refusé à l'articulation d'un projet social impliquant une action à long terme. Il n'aime ni les idéologies, ni les idéologues. Lui improvise, tâtonne et «taponne» au gré de ses états d'âme, qu'il a par ailleurs fort nombreux. Il juge les situations à la pièce, dirait-on, bâtissant des politiques sur des «feelings» quotidiens. Avec les incohérences que cela suppose.

Lévesque n'écoute pas les autres; il rumine son propre discours intérieur. On a beaucoup écrit qu'il sombrait dans la morosité et «réfléchissait» à son avenir politique, chaque fois qu'il subissait un revers ou que son parti osait lui tenir tête. Parions plutôt qu'il a figolé avec le temps une technique savante lui permettant de se servir plus ou moins de ces «réflexions» comme d'un instrument de chantage parfaitement efficace. N'a-t-il pas joué de sa possible démission pour forcer la main de Lesage quant au projet de nationalisation de l'électricité? N'a-t-il pas laissé planer (et vraisemblablement entretenu) des rumeurs de démission chaque fois, entre 1960 et 1966, que les choses n'allaient pas à son gré avec ses collègues libéraux? N'a-t-il pas, plus tard, ressorti le même vieux truc chaque fois qu'il éprouvait l'urgence de mettre le P.Q. à sa main?

Et son péché

par Hélène Lévesque

Il n'aurait peut-être jamais quitté le Parti libéral si celui-ci avait accepté d'entériner son projet de manifeste sur la souveraineté-association en 1967. Eût-il été un tout petit peu stratège, eût-il un peu arrondi les angles, flatté quelques pontes du parti avec suffisamment de doigté, que son option aurait peut-être pu être endossée par les libéraux.

"M. Lévesque n'a jamais rompu avec la révolution tranquille. Dans son esprit, le Mouvement souveraineté-association continuait une action qu'il avait entreprise au sein du Parti libéral et, s'il l'avait pu - il a tenté de le faire - c'est au sein du Parti libéral qu'il l'aurait poursuivie".³

C'est cet homme qui allait fonder avec quelques autres le M. S. A. devenu en octobre 1968 le Parti québécois. Un politicien désabusé par six années de pouvoir et dont le «socialisme» donnait de la bande depuis quelques années déjà. Celui qui prônait la mise en chantier de mesures ouvertement pro-travailleurs au début de la décennie 60 - on se rappelle sa participation très active au conflit de Radio-Canada et plus tard ses violentes sorties contre l'Establishment patronal anglophone - affichait une réserve très nette au moment du conflit du secteur public de 1966.

«Les Québécois qui croyaient avoir tout vu du météorite Lévesque depuis 1960 eurent du mal à reconnaître ce sombre réaliste, qui traînait ses savates à travers la province, prêchant les vertus des choses lentes et sûres».⁴ C'était déjà le Lévesque qui refuserait de s'impliquer dans le conflit de la Presse, en 1971, pour des motifs d'ordre stratégique.

Et Lévesque créa le Parti québécois...

Avec le Parti libéral, il avait joué - maladroitement - et perdu. Il n'allait pas renouveler ses erreurs. Le parti politique qu'il allait co-fonder devrait - pour porter le projet souverainiste à terme - offrir une façade de très respectable père de famille. Se démarquer des terroristes (on était en plein épisode felquiste), des indépendantistes de la première heure trop identifiés à des actions radicales et trop portés à descendre dans la rue, des «radicaux» de gauche (mais pour Lévesque toute la gauche semble radicale sans distinction). Ne pas faire peur, surtout. Offrir une option gentiment centriste (Lévesque devait plus tard avouer que pour lui la social-démocratie

avait surtout voulu dire une... démocratie sociale).

Au noyau d'ex-militant-e-s libéraux qui avaient SUIVI Lévesque quand il avait claqué la porte du Parti libéral en 67, venaient bientôt se joindre les membres du Ralliement national récemment dissous (après accord avec Lévesque) du désormais fameux Gilles Grégoire, un ex-créditiste à tendance nationaliste de droite. Jusque-là, ça allait. Lévesque a cependant dû se ronger les ongles jusqu'aux coudes lorsque les ex-Rinistes, ou du moins certain-e-s d'entre eux, adhéraient au P.Q. sur une base individuelle, comme Bourgault les avaient conviés à le faire. En dépit des multiples manoeuvres pour intimider le loup, celui-ci venait d'entrer dans la bergerie. D'autres militant-e-s de gauche allaient à leur tour poser le même geste et contribuer à donner naissance à cet autre mythe du P.Q. porteur de véritable changement social :

«Je pense qu'à cette époque nous identifions le P.Q. à certains de ses porte-parole plus progressistes. Je travaillais alors dans le comté de Robert Burns (Maisonneuve). Celles et ceux d'entre nous qui militaient au P.Q. militaient aussi tout naturellement dans les comptoirs alimentaires qui commençaient à se mettre sur pied, dans les coopératives d'habitation, etc. Pour nous, toutes ces actions s'inscrivaient dans un continuum. On avait l'impression

de travailler sur un projet de changement de société, que le travail qu'on faisait dans les quartiers était partie intégrante de ce changement. Je ne sais pas quand le «switchage» a pu se faire vers le projet d'indépendance d'abord et avant tout. Mais on a déchanté vite» (Une ex-militante).

Dès 1970, des militant-e-s consterné-e-s réalisaient que le fossé ne cessait de s'élargir entre la base - ce marche-pied du pouvoir- et l'aile parlementaire du parti. Et jusqu'à la victoire de 1976, Lévesque allait renforcer son leadership et sa mainmise sur le parti en étouffant toute velléité de contestation. En se servant pourtant de cette frange plus progressiste dont les représentants seraient à l'origine de changements législatifs importants (avant de «démissionner» eux-mêmes) : les Lazure, Payette, Burns. Couture, etc.

Pas sept ans de malheur, mais du meilleur au pire

Car les deux ou trois premières années du premier mandat ont vu les élu-e-s péquistes légiférer d'abondance pour réaliser quelques-unes des promesses majeures de la campagne électorale. Il faut reconnaître au cabinet péquiste des débuts un certain courage politique, celui d'avoir repris et mené à terme des projets que les libéraux avaient laissés en plan parce qu'ils les jugeaient dangereux sur le plan électoral, ou difficiles à



Photo: Judith Crawley

vendre à la population : l'assurance-automobile,⁵ la réforme du financement des partis politiques, le zonage agricole pour protéger les terres arables contre la spéculation, la loi de la protection des consommateurs, l'abolition de la publicité destinée aux enfants. Mais qu'on se rappelle ce qu'il est advenu de la loi sur les normes minimales de travail, de celle sur la santé et la sécurité, et des dispositions législatives régissant les relations entre les propriétaires et les locataires. De belles et nobles intentions pour aboutir, au bout du processus de tamisage, à des ébauches de lois progressistes.

Il avait pourtant bien commencé, ce mandat. L'éponge passée sur les amendes imposées sous le régime Bourassa aux syndicats «hors-la-loi» du secteur public. Levée des poursuites intentées contre le Dr Morgentaler. Mais à l'approche du référendum, début de virage à droite. Il fallait vendre aux timoré-e-s l'idée d'un Parti québécois bien sage qui pourrait gouverner sans faire de vagues un Québec indépendant. Ça n'a pas marché, mais la barre est restée à droite, réélection oblige.

Depuis, le gouvernement péquiste, après l'impasse constitutionnelle, patage dans le borbier économique. Les journaux parlent de morosité. Ça ressemble davantage à du désarroi en passe de devenir chronique. Idéologiquement, le parti semble de plus en plus exsangue. À force d'obliger les dissidents au silence - au lieu de canaliser intelligemment ces dissidences pour qu'elles contribuent à alimenter et

peut-être régénérer idéologiquement l'aile parlementaire - ceux-ci sont partis. Pas tous-toutes, bien sûr, et pas tous-toutes en même temps. Il n'y a pas eu mouvement de foule. Simplemment, les idéalistes déçu-e-s cessaient d'assister aux réunions du parti. Certain-e-s ont laissé tomber après que le grand chef eut vertement rabroué les congressistes (mai 1977) qui avaient voté majoritairement en faveur de l'avortement sur demande et de la maternité librement consentie. D'autres n'ont jamais digéré le «référendum» de 1982 dont Lévesque a forcé la tenue pour «rectifier» l'option souverainiste, après avoir brutalement désavoué le congrès de l'hiver précédent. D'autres, enfin, n'ont pu encaisser le sort que les élu-e-s péquistes réservaient aux revendications des groupes de femmes et de travailleuses-euses.

Après sept ans de pouvoir péquiste, on attend toujours que le gouvernement se décide à amender le Code du travail pour faciliter la syndicalisation des travailleuses-euses isolé-e-s. On attend depuis des années de voir s'il ne se trouverait pas par hasard, sous le monceau de déclarations prometteuses, une vraie loi sur les fermetures d'usine qui protégerait les travailleuses-euses mis-es à pied et respecterait le milieu. Des femmes, souvent des immigrantes, continuent de travailler au noir sans aucune forme de protection et dans des conditions indécentes. Les travailleuses domestiques peuvent être soustraites par leur patron à l'application de la loi sur les normes minimales de travail :

il suffit de déclarer qu'elles travaillent comme «gardiennes» et le tour est joué.

Les lois censées couvrir minimale-ment (très) les travailleuses-euses sont souvent rédigées dans un style alambiqué et d'interprétation malaisée. Elles donnent lieu à d'interminables querelles juridiques dont les travailleuses-euses font les frais.

Une politique de formation-recyclage des travailleuses-euses des secteurs traditionnels, déphasé-e-s et déclassé-e-s par la révolution technologique, reste à formuler. Et les trop timides tentatives de réinsertion des assistées sociales sur le marché du travail n'ont donné que de piètres résultats.

Les prochaines élections seront des élections référendaires. Normalement, elles devraient offrir au P.Q. une occasion privilégiée de préciser son projet de société, mais il n'est pas du tout sûr qu'il a l'intention de s'aventurer sur ce terrain. Prévoyons dès maintenant qu'il nous faudra forcer le débat et obliger le P.Q. à dire quelle place il réserve aux femmes dans un Québec souverain.

1/ Peter Desbarats. **René Lévesque ou le projet inachevé.** Editions Fides, 1977

2/ Idem

3/ Pierre Bourgault **Écrits polémiques 1960-81. La politique.** Editions du Club Québec Loisir Inc, 1982

4/ Peter Desbarats. *op cit.*

5/ Quoique Lise Paquette ait dû se démener comme une belle diablesse dans l'eau bénite pour vendre le projet à plusieurs de ses chers ex-collègues, comme elle le relate dans «**Le pouvoir? Connais pas**».

1,50\$
tous les mois
dans tous les
bons kiosques.

12\$ l'an
en vous
abonnant
Sortie,
C.P. 232,
succ. C,
Montréal
H2L 4K1



Le seul vrai journal gai d'information et de divertissement du Québec.

DÉJÀ PARU: LES HOMMES STRAIGHT • VIEILLIR GAI • MARIE-CLAIRE BLAIS ET MARY MEIGS • LE SIDA • NICOLE BROSSARD • MA PREMIÈRE FOIS • MICHEL LEMIEUX • LE PERÇAGE DU CORPS • ANNA PRUCNAL •

LE JOURNAL GAI

ENFIN DUCHESSES

Un spectacle fou, fou, fou...
sur le phénomène des duchesses
et des "miss" de tout acabit.



les folles alliées

